131, rue Damrémont
75018 PARIS
01 82 88 83 46
urif.fo@yahoo.com

@ URIFFO
www.urif-fo.fr

ET TOUJOURS PAS DE TRÊVE !

C'est à l'appel de l'URIF FO que plus de 200 militants se sont réunis le 22 mars 2022 devant la Préfecture de région pour accompagner la délégation de notre URIF reçue pendant plus d'une heure par deux Préfets et la directrice des ressources humaines.

Un choix délibéré de notre part de porter nos revendications auprès du représentant de la République en région Île-de-France.

Des revendications claires de l'URIF FO sur les retraites et notre opposition à l'âge de départ à 65 ans, à la mise en place de 3 régimes de retraite et à la fin des régimes spéciaux. Nous avons affirmé la nécessité du maintien des 42 régimes de retraite avec ses régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires, nous opposant bien sûr à tout recul de l'âge de départ.

Nous avons réinsisté sur le fait qu'il ne pouvait y avoir un nouveau "durcissement" concernant l'assurance-chômage alors que nous sommes en opposition totale avec les nouvelles règles qui conduisent déjà à plus de précarité et de difficultés pour les chômeurs.

Nous avons porté la défense des services publics et notre opposition à l'ouverture à la concurrence qui fait déjà depuis quelques années la démonstration de son échec, entraînant augmentation des tarifs, dégradation du service, perte de la sûreté et de la sécurité pour les usagers, casse des statuts, des effectifs de l'entretien etc…

La défense de l'hôpital où la démonstration est faite que la fermeture des lits, de structures hospitalières entières et la destruction des emplois ont contribué aux difficultés considérables rencontrées par les personnels au détriment parfois de leur propre vie pendant la crise sanitaire. Nous avons insisté sur le fait que l'épidémie est toujours là dans le même temps où pendant des années l'hôpital et les personnels devront faire face à l'arrivée de très nombreux patients qui n'auront pas pu être pris en charge pendant plus de 2 ans. A fortiori quand on supprime encore des lits !

La sécurité sociale et la volonté de la casser avec "la grande sécurité sociale" doit nous conduire à revendiquer toujours et encore pour renouer avec la sécurité sociale de 1945 prenant le patient en charge du début de la maladie jusqu'à la guérison.

Puis sont abordés les problèmes de l'Éducation nationale avec une opposition très ferme de notre part à la volonté exprimée par le candidat-Président de donner "liberté" aux écoles avec l'arrière-pensée de faire en sorte que dans les régions et les départements chacun conduisent la gestion des établissements comme ils le souhaitent, cassant au passage diplômes nationaux et programmes nationaux. Dans le même temps aucune volonté de reconnaître le métier et de le revaloriser mais au contraire de supprimer des périodes de congés et de confier des tâches supplémentaires aux enseignants.
Inquiétude de notre part concernant de nouvelles dispositions à Pôle Emploi qui se transformerait une nouvelle fois comme ce fut le cas avec l'ANPE.

Puis furent abordés par la délégation les problèmes concernant les difficultés rencontrées dans les départements avec l'ouverture à la concurrence des entreprises de transport-bus occasionnant des grèves pour lutter contre la casse des statuts.
Les difficultés dues au travail du dimanche dans le commerce entraînant là aussi des conditions de travail détériorées, des baisses d'effectifs et des salaires non revalorisés.

Les problèmes se trouvent posés dans les lycées pour les personnels d'entretien confrontés à des effectifs non remplacés entraînant des difficultés d'accueil pour les élèves et les enseignants mais également pour les personnels de la région Île-de-France dont les conditions de travail se dégradent de jour en jour sans que les salaires ne soient revalorisés.

Le problème du fret ferroviaire SNCF et du peu de volonté de la part de l'État de le développer et surtout de vouloir le mettre systématiquement en concurrence.

Les problèmes soulevés par le scandale des EHPAD et particulièrement du groupe ORPEA et des autres. Les retraités manifesteront une nouvelle fois le 24 mars sans que jamais les pouvoirs publics ne les aient entendus.
Les problèmes de la désindustrialisation de l'Île-de-France et de l'échec de la relocalisation touchant particulièrement l'industrie automobile et l'industrie pharmaceutique.

Quelques autres revendications touchant la région furent soulevées. Le Préfet, satisfait de la rencontre en nous indiquant clairement qu'il ne partageait pas tout ce que nous revendiquions, a cependant indiqué qu'il établirait un rapport transmis à l'exécutif dans le même temps où les problèmes régionaux seront abordés dès aujourd'hui 23 mars lors d'une réunion de tous les Préfets d'Île-de-France.

Au cours de notre rassemblement, nous avons eu le plaisir d'accueillir le Secrétaire Général de la CGT-FO, Yves Veyrier et deux secrétaires confédéraux ainsi que des Secrétaires Généraux des Fédérations FO ou leurs représentants.

Le compte-rendu de la délégation était fait par un Secrétaire Général d'Union départementale de l'Île-de-France et le Secrétaire Général de l'URIF FO concluait en indiquant que nous répondons favorablement à une demande de la CGT de nous retrouver en interrégionale sur des revendications qui sont celles développées par l'URIF FO.

Il faut souligner que pendant la réception de la délégation de nombreux camarades sont intervenus, du privé et du public, pour faire part des combats menés dans leurs entreprises ou secteurs.

Une grande satisfaction d'entendre l'expression de nos camarades de Just Eat, nouvelle structure syndicale créée et qui pour la première fois lors de l'élection au CSE viennent d'obtenir une confortable majorité. Tout notre rassemblement était heureux de les accueillir.

Paris, le 23 mars 2022